

## **SAHEL ET SAHARA : ENTRE AIDE ECONOMIQUE ET INGERENCE ETRANGERE**

**Par**

**Loukmane LAAGOUZ**

**Chercheur en Relations Internationales à la FSJES de Rabat- Souissi,  
Université Mohammed V.**

**&**

**Abdelmourhit BENMESSAOUD**

**Professeur des Relations Internationales, Département du Droit Public à la  
FSJES de Rabat- Souissi, Université Mohammed V.**

### **Résumé :**

La zone du Sahel et du Sahara incarne toutes les contradictions et les contrastes qui peuvent juguler les potentialités d'un espace l'empêchant de libérer ses énergies et faire entendre sa voie. Elle est le visage cynique d'une pauvreté qualifiée de structurelle et endémique, alors que son sous- sol regorge de richesses et de ressources qui attirent les attentions de toute part. Elle détient certains atouts, mais n'arrive guère à les traduire en arguments de puissance, handicapant ainsi ses chances d'imposer ses intérêts et faire valoir ses droits. Un de ses handicaps majeurs fut la dépopulation qui a constitué un grand souci aux yeux du colonisateur dans la perspective de faciliter l'occupation d'un vaste territoire. Un espace qui était toujours insensible au contrôle et indifférent aux frontières physiques. Aujourd'hui, la croissance démographique devient l'une de ses problématiques essentielles, face à laquelle aucune stratégie à court terme stimulant la croissance ne peut s'avérer concluante. Ses élites et ses intellectuels ont toujours regardé d'un mauvais œil l'ingérence et l'intervention étrangère, la qualifiant de cause principale du sous-développement de cette zone. Mais face au premier signe de dérapage des gouvernements en place, taxés d'asservissement, leurs tribunes courtisent ces mêmes interventionnistes pour demander aide et conseil sur la voie de la

légitimation de leurs revendications. Le savoir colonial de sa part censé améliorer le vécu de la population, a surtout servi à la consécration de la pauvreté. Mais au lieu de le discréditer et le rejeter, le nouveau savoir construit à l'aube de l'indépendance, n'a fait que composer avec les contradictions de son prédécesseur. Aussi, l'aide publique au développement qui est censée contribuer à l'effort de croissance, contribue au contraire à bâtir un modèle économique tournée vers l'aide. Devant la persistance de la menace terroriste qui contribue efficacement au processus du déclin des Etats et l'accroissement du rôle des acteurs non étatiques, le salut ne peut venir que de la proclamation de la région en tant que zone stratégique pour les grandes puissances. Mais ce vœu, même en cas de réalisation, ne peut à vrai dire, que réveiller de vieux mauvais souvenirs d'exploitation et de manipulation, lourds de conséquences. Une bonne gouvernance sur fond de démocratisation et de souveraineté nationale, constitueraient l'ébauche d'une solution simple qui reste loin de portée face à un environnement aussi complexe.

**Mots clés :** Sahel et Sahara –Savoir colonial – Pauvreté – Aide économique – Ingérence – Arguments de puissance.

### **Summary:**

The area of the Sahel and Sahara embodies all the contradictions and contrasts that can suppress a space's potentialities preventing it to release its energies and raise its voice. It is the cynical face of poverty described as structural and endemic, while its ground abounds in wealth and resources fuel the attentions everywhere. She holds certain assets, but does little to translate them into arguments of Power, restraining as well its chances to impose its interests. One of its major handicaps was the depopulation which constituted a great concern of the colonizer with a view of facilitating the occupation of vast territory that still insensitive and indifferent to control borders. Today, population growth is the main problem, before which in short term no strategy stimulating growth can prove to be conclusive. Its elites and intellectuals have always looked askance at the interference and foreign intervention, calling it a major cause of underdevelopment of this region. But facing the first signs of conspiracy of the government taxed with enslavement, this elite paradoxically look for courting these interventionists for help and advice on the way to legitimize their claims. The colonial knowledge on his part was supposed to improve the living of the population, served primarily to the consecration of poverty first. But instead of discrediting and rejecting the colonial knowledge, the new knowledge built at the dawn independence has only dealt with its contradictions. Also, public help for development which supposedly encourages growth effort contributes instead in the built of an economic model based on help. Furthermore, given the persistence of terrorist threat that effectively contributes to the process the decline of States and increasing the role of non-state actors. Salvation then can only come from the proclamation of the area as a strategic zone for the great powers. This situation, however, can only wake up those old bad memories of exploitation fraught with serious consequences. A

good governing based on democracy and national sovereignty, would constitute merely a simple solution which remains unconvincing in facing such a complex environment.

**Keywords:** Sahel and Sahara – Colonial knowledge – Poverty – Economic aid – Interference – Power arguments.

## **Introduction :**

La bande Sahélo-saharienne est présentée au monde comme incubateur d'une famine que la civilisation humaine a cru anéantir à jamais. Elle est aussi citée comme berceau de l'instabilité et exportatrice du terrorisme international. Pourtant, cette même zone a été pour longtemps colonisée et constitue une zone d'intérêt qui peut être hissée au niveau stratégique pour certaines puissances. La présence militaire ostentatoire Française par des troupes au sol notamment au Mali, l'implication de son bras économique Areva au Niger et une intervention directe, mais discrète en Libye confirme cette ambivalence. Entre indépendance et ingérence, aide ou autonomie et pauvreté ou richesse, la zone reste ouverte à toutes les surenchères dont seuls les peuples de cet espace en payent le prix fort.

Les lectures découlant des études réalisées pour évaluer la situation dans la région en dépit souvent de leur caractère prônant l'objectivité et la scientificité, restent généralement tributaire de la position de l'analyste et des enjeux de la partie qu'il représente. A travers cette réflexion, on essaye d'apporter un regard différent sur cette zone particulièrement sensible de l'Afrique.

En effet, dans l'imaginaire collectif et la prise de conscience internationale, la bande Sahélo-Saharienne a été identifiée pour la première fois en tant qu'espace reconnu à cause de la famine. Une situation qui ne peut laisser personne indifférent par sa capacité à jeter le discrédit sur la communauté internationale et les principes d'égalité et de solidarité qu'elle ne cesse de marteler. Le déferlement d'images d'horreur qui témoignent de la brutalité de cette catastrophe qui a horriblement frappé cette zone pendant le début des années soixante-dix, a fait ressurgir des débats qu'on croyait révolu. Aujourd'hui, cette zone se fait aussi l'écho de sa proclamation comme terre d'accueil et base arrière du terrorisme international. Un mérite qui ne peut lui être contesté que par certains espaces de non droit au moyen orient et en Afghanistan.

Mais comment la malédiction de la pauvreté et du sous-développement s'est-elle abattue sur cet espace ?

Cette situation désastreuse est-elle une fatalité ou le produit de l'accumulation de plusieurs facteurs, réels catalyseurs de sa décadence ?

Dans quelle mesure la colonisation et l'ingérence étrangère constituent un facteur décisif dans l'amorçage du processus du déclin ?

A quel point les facteurs internes (territoire-population-institutions) sont responsables de l'enlisement de la situation ?

Le modèle économique adopté dans la région penche-t-il du côté de l'autonomie ou renforce-t-il la dépendance ?

La politique d'aide au développement constitue-t-elle un soutien ou une ingérence ?

La proclamation de cet espace en tant que zone stratégique, notamment pour l'Union Européenne, constitue-t-il un atout ou au contraire un handicap ?

## **1- Sahel et Sahara et les enjeux de puissance :**

### **1-1 Les Etats de la région et les arguments de puissance :**

La bande Sahélo- saharienne s'est trouvée dans l'incapacité d'élaborer à son compte les outils et les moyens lui permettant de construire son propre savoir sur la situation et les dynamiques qui animent la région. Elle a de surcroît affiché une grande incapacité dans la formulation de sa propre appréhension et son interprétation des faits qu'elle devait présenter comme réalités. Ces mêmes réalités qu'elle est censée comprendre, maîtriser et construire sur la voie de la connaissance de soi même pour mieux identifier ses atouts et ses faiblesses pour mieux déterminer ses priorités et ses intérêts. Ce savoir est en passe de la placer dans les meilleures dispositions possibles en vue d'une éventuelle confrontation avec les autres acteurs du système international.

De ce fait et face à cette incapacité structurelle et dans le cas d'une relation de pouvoir, la partie la plus forte qui possède la vision, les moyens et surtout la volonté, vient s'imposer en tant que la seule source d'information qualifiée et donc prédisposée à construire son savoir pour son propre compte, sur la nature des déterminants de la région<sup>1</sup>. De ce fait, elle a imposé une nouvelle réalité bâtie autour d'une parfaite connaissance des dynamiques qui animent cet espace lui procurant ainsi un avantage déterminant.

En effet, les relations au sein de la communauté humaine ont souvent exprimé l'expression de l'opposition d'intérêts conduisant à la confrontation. Une confrontation dont le résultat traduit les interactions des rapports de force qui l'animent. De ce fait, la position de chaque partie dans l'échelle de la domination est tributaire de sa prédisposition à prendre le risque et à sa capacité d'action et de nuisance vis-à-vis de l'adversaire. Une situation parfaitement illustrée par les conséquences économiques et sociales découlant de la confrontation brutale entre deux protagonistes<sup>2</sup>. L'un immobilisé par l'enjeu du risque d'une mort brutale, jette l'éponge anéantissant ainsi toutes les chances d'une relation équilibrée. De ce fait, La relation entre le seigneur et l'esclave s'installe et s'institutionnalise accordant ainsi, une position prépondérante au vainqueur et ne léguant au vaincu que mépris, désolation et subordination.

En relations internationales, la notion de raison d'Etat et le concept de la puissance, ont tracé le contour d'un paradigme qui ne jure que par la force (power) et les intérêts, s'affranchissant par conséquent de toutes les contraintes morales. Le courant de la *realpolitik*<sup>3</sup> incarnant cette tendance, a entraîné dans son sillage une grande majorité des

---

<sup>1</sup>MOISSERONJY. (2013), « De la pauvreté au Sahel à la construction d'un nouvel imaginaire Sahélien ». Monde. P : 167-173.

<sup>2</sup>FUKLIYAMA F. « La fin de l'histoire et le dernier homme », champs essais, P : 173-183.

<sup>3</sup>KISSENGER. H. (1994) « Diplomatie », fayard, P : 100-135.

décideurs politiques à cause de son pragmatisme flatteur. Dans la réalisation de ses objectifs qualifiés de légitimes, l'Etat, a emprunté toutes les voies sans être très soucieux des considérations morales. Le seul impératif guidant ses pas n'est autre que l'efficacité, dans la conquête de ses intérêts vitaux et rien d'autres.

C'est dans cette ambiance peu favorable aux moins puissants que vient la région du Sahel et du Sahara pour tenter de se faire une place dans le concert des nations et faire valoir ses intérêts et ses droits. Mais la concrétisation de ce vœu est tributaire de sa faculté à posséder les moyens de cette ambition occultant in facto, tout besoin de recherche des fondements de sa légitimité.

Or, dans ce registre et en terme de puissance, les Etats de cet espace n'ont pas les moyens pour agir sur les autres acteurs, ni même sur le système international par une action directe matérialisée par la force militaire (hard power) ou par le support commercial ou culturel (soft power)<sup>4</sup>. En revanche, on est en droit d'admettre en sociologie des organisations<sup>5</sup> que même la partie la plus faible d'une relation de pouvoir, possède une capacité d'influence. Mais, en relations internationales cette influence ne peut s'affirmer que si elle est exploitée dans les conditions optimales en faisant preuve d'une grande habileté dans la valorisation par la partie défavorisée de ses propres atouts et la prise à son compte des contradictions des autres acteurs. Une épreuve qui nécessite une débauche d'ingéniosité et de savoir-faire pour espérer réaliser un exploit. Une performance loin de portée des pouvoirs de planification particulièrement limité des Etats de la région. De même, le territoire<sup>6</sup> qui à priori, constitue un facteur de puissance, ne peut vraiment l'être, sans la capacité des Etats à le contrôler sous l'œil approbateur d'une population dynamique encadrée par des institutions authentiques, capables de constituer la plate-forme d'un développement soutenu.

Il en découle que la région du Sahel et du Sahara n'a pas pu ou n'a pas su développer des atouts susceptibles de constituer des arguments de puissance. De ce fait, elle a naturellement incarné le maillon faible de la relation de pouvoir. Une déconvenue qui la propose plus que jamais à subir la loi du plus fort.

### **1-2 Lorsque la colonisation traduit le déséquilibre du rapport de force :**

La zone du Sahel et du Sahara est associée dans la conscience collective à la pauvreté et à la vulnérabilité, mais aussi à l'insécurité et au terrorisme<sup>7</sup>. Ce constat qui est aujourd'hui plus que jamais avéré à cause de ses manifestations et de ses implications, est souvent présenté comme une fatalité et un coup de sort. Mais avant d'entériner cet état de fait qui est particulièrement alarmant et complexe, on est en droit de l'analyser. Une démarche qui

---

<sup>4</sup>VERLUISE. P (2013) « La puissance. Quels sont ses fondamentaux ? ». diploweb. La revue géopolitique. P : 1-8.

<sup>5</sup><http://www.deg.jesf.fr> | Management | 20, Les jeux de pouvoir dans l'organisation.

<sup>6</sup>GOURDIN. P. (2015). « Au commencement était le territoire ». diploweb. La revue géopolitique. P : 1-4.

<sup>7</sup>AMMOURAM. BERGHEZAN G. BOUHLEL F. DEYCARD F. CREMONT C. ROUPPERT B. TISSERONA. (2014), "Sahel: Eclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir » grip, P : 77-80.

va permettre de dégager une vision susceptible d'obéir dans la mesure du possible à la rigueur normative ainsi qu'à l'objectivité.

D'abord, cette région a subi la loi de la colonisation française<sup>8</sup> qui a pu dans une large mesure façonner son vécu et par conséquent le destin de ses peuples. Un fait majeur de l'Histoire qui porte dans ses germes tous les ingrédients nécessaires pour apprivoiser la population et le territoire. L'une des nombreuses incarnations de la dépendance réside dans la terminologie<sup>9</sup> coloniale et les appellations adoptées. A cet égard, le vocable Afrique Occidentale Française, a été minutieusement concocté pour désigner cette région et montrer à quel point elle est tributaire de l'occupant. Le vocable : « Soudan français » désignant le Mali, confirme cette tendance.

Ensuite, à l'ère du Droit international et de la communauté internationale, où les pays de la région ont pu reconquérir leur indépendance, du moins formelle et juridique sans pour autant asseoir au sens large leur souveraineté, la désignation de la zone par le qualificatif : sahel et Sahara reste en grande partie tributaire de l'intérêt stratégique<sup>10</sup> que porte chaque intervenant étranger à la région et aux Etats qui la composent. C'est justement en fonction de cet intérêt qu'une partie peut élargir sa portée et d'autres au contraire, la restreindre. Mais, la domination par la capacité à rebaptiser<sup>11</sup> les territoires conquis, comme indicateur du degré de la dépendance, ne peut pas à lui seul expliquer le phénomène de la colonisation et ses multiples enjeux et ses innombrables facettes.

Enfin, le colonisateur impose sa propre réalité en modifiant tous les déterminants liés à la population et au territoire<sup>12</sup>. Cette opération de manipulation, grandeur nature des données authentiques et intrinsèques de l'espace et de ses occupants, s'articule autour de plusieurs leviers. Les aspects culturels, démographiques couplés aux considérations économiques et sociales permettent de mieux changer les informations identitaires du sujet pour le mieux préparer à la soumission.

Toutefois, le processus conduisant à la manipulation<sup>13</sup> des données pour asseoir la domination se base surtout sur la construction du savoir dont l'efficacité reste inégale. Ce précieux outils permet en effet, de renforcer la connaissance sur le sujet pour mieux l'adapter aux mutations et aux changements liés aux différents contextes afin de faire perdurer la dépendance et la domination et légitimer l'emprise, tant sur le plan interne qu'externe.

## **2- Le savoir colonial entre aspiration à la scientificité et volonté de manipulation :**

<sup>8</sup><http://www.eco99international.fr>, La colonisation du Sahel.

<sup>9</sup>CAYETT. (2013), « La pauvreté au sahel à l'aune des institutions internationales » Monde. P : 160-163.

<sup>10</sup>Une zone est déclarée d'intérêt stratégiques, si une partie de la sécurité ou de l'approvisionnement d'un Etat en dépend et que cet Etat mobilise des moyens pour assurer la stabilité de cette zone.

<sup>11</sup>BORDE J. (2002), « Pourquoi l'Amérique ? 11 Septembre » avatar édition, P : 50-53.

<sup>12</sup>GOULDIN. P. (2015), « Au commencement était le territoire », diplomweb revue géopolitique, P : 2-5.

<sup>13</sup>MOISSERON JI. (2013), « De la pauvreté au sahel à la construction d'un nouvel imaginaire sahélien » Monde. P : 167-170.



## **2-1-Un savoir impartial au service de la domination :**

La qualification de la situation dans la région du Sahel et du Sahara était incontestablement liée à l'identité du conquérant de la région et à sa capacité à légitimer son occupation, à asseoir sa domination et à susciter l'adhésion des différentes parties prenantes. Le fameux appel à l'adhésion au projet colonial se fait sous le bruit des bottes et des tambours en usant de la supériorité inégalée de la puissance de feux entre colonisateur et colonisé. L'objectif étant la diffusion de la terreur pour imposer l'abdication et se contenter après de l'exhiber pour dissuader. Mais cette domination nécessite aussi dans sa partie « soft » une couverture morale ou cognitive capable parfois de vendre le mirage pour vérité et la surenchère pour réalité absolue. La construction du savoir pour chanter la gloire de la colonisation<sup>14</sup> par la quantification : nouvel outil garant de la scientificité de l'étude et de l'authenticité des résultats pour mieux convaincre, devient l'arme de pointe dans cette nouvelle guerre de légitimation.

En effet, la domination par le savoir a été très déterminante dans la mesure où elle a permis de susciter un niveau important d'adhésion au tour du plan colonial en lui procurant la légitimité indispensable à sa réussite. Mais, le savoir qui prône toujours l'impartialité n'est jamais neutre. Il esquisse le contour de son fondement et la quintessence de ses orientations selon la position et les intérêts de son initiateur. L'analyste<sup>15</sup> n'est jamais dissocié de l'analysé même s'il prétend l'être. Aussi, le langage qu'on présente pourtant comme un code avec une vocation descriptive, n'est jamais neutre. Le sens des mots indique la direction de l'axe d'effort et de domination et annonce l'identité du réel détenteur du pouvoir, dépositaire du sens des mots<sup>16</sup> dont l'interprétation constitue la seule alternative à prendre en compte. On dit souvent dans ce contexte, que seuls les vainqueurs écrivent l'Histoire. A travers le savoir, son constructeur gagne une avance irrattrapable qu'il cherche toujours à développer pour créer chez son sujet un retard insurmontable, synonyme d'essoufflement et donc d'abdication sans conditions.

D'autre part, la construction du savoir qui se consacre aux conditions de vie dans la région du Sahel et du Sahara et les différents outils utilisés pour mettre en place une connaissance basée sur la quantification, a constitué un atout majeur de l'œuvre coloniale. Cet élan a permis de tracer dans la période de l'entre guerres, les premiers pas sur la voie d'une statistique<sup>17</sup> peu orthodoxe dans sa forme embryonnaire. Dans sa quête d'une légitimité flatteuse, ce nouveau-né, a vite été utilisé pour mettre l'accent sur les faiblesses de la région en insistant sur leur caractère structurel et permanent pour consacrer aux yeux des populations et de l'opinion publique internationale une image d'un espace particulièrement vulnérable. Mais, même s'il s'est attaqué à la pauvreté et à la vulnérabilité, celui-ci ne s'est pas penché sur ses causes et comment la population présentée toujours comme indigène, énigmatique et

<sup>14</sup><http://www.histoire-commune.blogspot.com>, La légitimation de la colonisation au XIX<sup>ème</sup> siècle.

<sup>15</sup>MOISSERON. JY, op. cit, P : 167-168.

<sup>16</sup><https://atabularasa.org/library/qu-est-ce-que-le-terrorisme-fr>, qu'est ce que le terrorisme ?

<sup>17</sup>CAYET T. op.cit, P : 160-168.



différente vit, mais surtout comment son mode de vie sera présenté<sup>18</sup>. L'objectif étant de montrer la manière dont les autres voient cette population exotique vivre. Les taux de natalité ou de mortalité infantile, de revenu ou surtout en termes de ration alimentaire, se basaient sur des considérations racistes qui consacrent l'écart entre les races. A ce propos, la ration alimentaire<sup>19</sup> a toujours été considérée comme le moyen par excellence de différenciation entre les besoins physiologiques du blanc et du noir. De ce fait et à partir d'un constat à caractère physiologique faisant état de la distinction des besoins entre blancs et noirs, on est arrivé au postulat subjectif attestant de la différenciation entre les aspirations sociales et le mode de vie de ces deux races. Il a fallu attendre l'année 1957 pour rompre, du moins officiellement avec ce préjugé qui n'a rien avec la scientificité. Ce cas démontre à juste titre que les critères et les indices utilisés consacraient la séparation définitive et irréfutable entre ces deux races. Dans ce contexte et en 1930, une convention internationale interdisant le travail forcé fut approuvée par l'organisation mondiale du travail. Toutefois, sa portée n'a pu transpercer les citadelles des colonies qui sont restées sourdes à ce genre de discours progressiste certes, mais particulièrement sélectif<sup>20</sup> dans sa mise en œuvre. Cet état de fait ne rime pas avec le discours égalitaire sur fond de justice et de liberté prônés en interne par le colonisateur. Une ambivalence manifeste, qui trouve son prolongement de nos jours lorsqu'on véhicule en Droit International, le principe sacro-saint d'égalité entre les Etats, alors que sur le terrain l'ingérence dans toutes ses formes notamment, économiques bat son plein. Dans le même ordre d'idée, l'implication des entreprises<sup>21</sup> de la métropole dans l'effort annoncé de développement de la colonie ne s'est pas fait sentir. De même, les organisations caritatives et les missions religieuses se sont plus attelées à l'amélioration des conditions de vie des colons parallèlement à l'apologie de la colonisation au lieu de s'impliquer dans le soutien de la population locale.

Il en découle que la statistique et la quantification n'ont pas été utilisées comme outil d'aide à la décision pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population en terme de nutrition, de santé ou d'éducation, ni même pour renforcer la conscience et la jouissance des droits sociaux, mais surtout pour asseoir les assises de la domination.

Aujourd'hui et dans le cadre des paradoxes liés à cet espace, les études qui lui sont consacrées, restent dépendantes du savoir colonial, même si son caractère partial, subjectif et partiel<sup>22</sup> est prouvé. C'est dire l'importance de la construction du savoir comme prélude à la réalisation des avancées concrètes, majeures et quasi définitives sur la population et le territoire et surtout, dans le processus de création d'une nouvelle vérité racontée par une Histoire dont le vent souffle au grand dam des intérêts du plus faible.

---

<sup>18</sup> MANN G. (2013), « Measuring poverty in the sahel ». Monde. P : 164-166.

<sup>19</sup> MOISSERON. JY , Ibid, P : 168-169.

<sup>20</sup> CAYET T. op. cit, P : 160-162.

<sup>21</sup> CAYET T. Ibid, P : 162-163.

<sup>22</sup> CAYET T. Ibid, P : 160-162.

## **2-2 La quantification et la statistique, des outils d'une comparabilité qui consacre la pauvreté:**

La région du Sahel et du Sahara en tant qu'espace homogène sous cette appellation n'a été présenté au monde qu'au lendemain de la grave crise alimentaire qui a frappé cette zone au début des années soixante-dix. Elle a véhiculé l'image de la famine, de l'horreur et de la désolation à travers le regard amorphe perdu dans l'incertitude de l'avenir de plusieurs milliers d'enfants, convertis sous l'effet du besoin et de la privation en cadavres vivants incapables de s'autonourrir. Des images qui ont sillonné les télévisions de la planète comme pour éveiller la conscience des riches sur un problème qu'on croyait révolu à jamais. Mais avant d'arriver à cette situation chaotique, la bande sahélo-saharienne qui est représentée par des portraits morbides exprimant l'extrême pauvreté, a connu dans le passé du moins dans les écrits de certains historiens, des périodes de faste et de richesse. C'est ainsi qu'au XIV<sup>e</sup> siècle, la caravane de l'empereur du Mali Mansa Musa<sup>23</sup>, ornée luxueusement et qui fut dirigée vers la Mecque pour le pèlerinage, a rompu avec les clichés stéréotypés associant la zone à la pauvreté. Mais cette image flatteuse a souvent cédé la place à d'autres très pessimistes où la pauvreté domine le paysage. C'est le cas deux siècles plus tard, lorsqu'un commandant Marocain rapportait à son Sultan la précarité d'un palace à Gao en comparaison avec la demeure d'un conducteur d'âne à Marrakech. D'où surgissent les difficultés liées à la précision des réels objectifs de la comparabilité. Car ce procédé fut astucieusement utilisé trois siècles plus tard, par le colonisateur afin de mieux entériner les différences raciales pour consacrer sa supériorité. Dans ce contexte, la comparaison n'était permise qu'entre colonies. Le Mali ou le Niger moins développés ne peuvent être comparés qu'avec le Sénégal ou la Côte D'Ivoire plus développés dans une même échelle de mesure, mais jamais avec la Métropole. Ainsi, l'interdiction de toute forme de comparabilité entre colonies et empire assure le rejet de toute revendication en terme, d'aspirations et de droits. Un état de fait qui met en évidence la problématique des conditions objectives d'une comparabilité<sup>24</sup> constructive.

Par ailleurs, Eugène Mage a lié la pauvreté de la région au caractère tumultueux des opérations du Jihad et la ruée vers la rétribue et les esclaves. Une situation que le colonisateur Français a du combattre pour asseoir la stabilité et restaurer le bien-être et du coup éterniser sa main mise sur la région. Cette interprétation subjective servait surtout de couverture à l'occupation, car il a fallu sur dimensionner le problème de la pauvreté qui est devenu aux yeux du monde, la marque de fabrique de la région pour mieux vendre la colonisation. Une situation qui non seulement handicape cette zone, mais contribue à la légitimation de la présence de l'occupant.

De surcroît, si la pauvreté et la précarité ont constitué l'axe prioritaire sur lesquels a été bâti le savoir colonial dans la région du Sahel et du Sahara, la quantification et

---

<sup>23</sup>MANN G. op. cit. P: 164-165.

<sup>24</sup>MOISSERON JI. op. cit, P : 168-169.

la statistique ont constitué ses solides piliers. Mais le cliché de la vulnérabilité véhiculé par le colonisateur, ne contraste pas avec le réel objectif du projet colonial. Car en dehors des alibis et des justifications présentés pour vendre la colonisation comme porteuse de progrès et de modernité, les considérations économiques et mercantilistes constituaient indéniablement la face cachée de cette entreprise. Sinon, comment expliquer qu'une loi promulguée<sup>25</sup> en France, en 1930 permet de n'impliquer le budget de la métropole que pour financer les troupes armées stationnées dans la région et les services coloniaux, alors que la colonie fait appel aux impôts pour se faire prendre en charge. De surcroît, celle-ci est considérée comme réelle ressource tant sur le plan des richesses de son sol que sur celui de sa capacité à fournir la main d'œuvre, mais surtout les combattants lors des grandes mobilisations.

Ainsi, toutes les données et les informations relatives au niveau de vie des colonies furent exclusivement fournies par l'administration<sup>26</sup> coloniale qui concentrait son effort sur la valorisation des bienfaits des réalisations ayant trait à l'infrastructure, sans pour autant faire des révélations justes et réelles sur le vécu des colonisés. L'évolution vers une forme de démocratisation du savoir sur les colonies et sa quête de la scientificité n'est devenue possible qu'après l'accroissement du rôle des agences spécialisées des nations unies<sup>27</sup>, telles que le Food and Agriculture Organisation (F.A.O) et l'Organisation Mondiale de la Santé (O.M.S) avec à la clé, une implication beaucoup plus importante des Etats Unis. L'élan de l'ouverture sur d'autres points de vue s'est renforcé davantage avec l'accession de certains pays du tiers monde à l'indépendance permettant infine, de proclamer l'indice de développement humain<sup>28</sup> comme le moyen le mieux approprié pour permettre de standardiser les indicateurs de mesure minimisant, ainsi la part de la subjectivité et de l'impartialité.

### **3-Lorsque l'aide au développement devient un instrument au service de la dépendance :**

#### **3-1-La politique publique d'aide au développement : nouveau instrument d'ingérence**

L'enthousiasme suscité par l'accession des pays du Sahel et du Sahara à l'indépendance comme signal fort, du moins sur le plan formel de l'échec du projet colonial, s'est vite essoufflé à cause du pacte de dépendance méticuleusement élaboré pour assurer aux empires coloniaux tout ou partie de leurs avantages.

En effet, ce bouclier anti autonomie s'est appuyé sur plusieurs leviers afin de consolider les liens de dépendance avec l'ancien colonisateur.

---

<sup>25</sup> MOISSERON I. op. cit, P :169-170.

<sup>26</sup> MANN G.op. cit, P :165-166.

<sup>27</sup> MANN G.Ibid, P :165-166.

<sup>28</sup> MANN G.Ibid, P :167-168.

D'un côté et sur le plan politique, les frontières héritées<sup>29</sup> de la période coloniale n'ont jamais contribué à l'édification de l'Etat-nation comme entité capable d'absorber les divergences tribales. Au contraire, elles ont ravivé les tensions internes, mais aussi interétatiques du fait du caractère arbitraire de leur tracé immunisé. Une situation devenue irréversible à cause de la proclamation du principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation. Ce procédé qui a divisé plus que rassemblé, a jeté les germes de la discorde et de la défiance au lieu de promouvoir la confiance. Il a fourni de ce fait, le casus belliaux tensions et aux mouvements indépendantistes qui secouent la région menaçant l'existence même des Etats. Une situation qui n'a jamais arrangé l'instauration de la stabilité et la sécurité comme condition incontournable au développement sur la voie de l'épanouissement des individus.

De l'autre, le domaine économique comme arène où se matérialisent d'une manière plus nuancée les intérêts matériels, a constitué le terrain de prédilection de l'ancien colonisateur. De l'exploitation directe des matières premières qui a fait les beaux jours de l'industrie impériale, le modèle économique construit après la décolonisation est bâti autour d'une économie d'extraction<sup>30</sup> par excellence. Il est resté dans une large mesure tributaire de l'exportation de ces matières premières quasiment sans valeur ajoutée. En outre, ce modèle hérité de la période coloniale renforce la mainmise du secteur public sur l'économie avec une faible ouverture sur un secteur privée très limité où l'entreprise peine à se développer faute de mesures incitatives. Une situation aggravée par le manque de volonté de moderniser la plateforme des législations capables de lancer les initiatives d'assainissement du climat des affaires<sup>31</sup>. De même, une faible attractivité des investissements directs étrangers à cause notamment, de la faiblesse des infrastructures et de la main d'œuvre qualifiée, handicape sérieusement la stimulation de la croissance et la création des postes d'emploi. Aussi, ce même modèle se base sur la dette souveraine, mais par-dessus tout sur l'aide étrangère<sup>32</sup> à travers plusieurs programmes ainsi que l'apport des organismes philanthropiques. Dans ce registre, les gouvernements et les organisations caritatives s'adonnent à une démarche très subtile où chaque partie assure les intérêts de l'autre<sup>33</sup>. D'un côté, les gouvernements cherchent à courtiser ces organismes pour perpétuer leur présence et bénéficier de leurs dons et de l'autre, ces mêmes organismes s'arrangent astucieusement pour justifier leur présence synonyme de la permanence des financements juteux accordés par les bailleurs de fond internationaux.

Dans le même ordre d'idée, la famine comme manifestation extrême de la vulnérabilité, a souvent constitué un instrument de pression et de manipulation aux mains des gouvernements. D'une part, un gouvernement peut laisser faire une famine afin d'affaiblir une tribu jugée hostile. D'autre part et par des mises en scène, gonfler le nombre des victimes

<sup>29</sup>DUMONT GF. (2010), « La géopolitique des populations du sahel », La revue géopolitique, septembre, P : 12-13.

<sup>30</sup>MOISSERON I. op. cit, P :170-171.

<sup>31</sup><http://www.niarela.net>, les plus Corrompus en Afrique selon le rapport 2015 de Transparency International.

<sup>32</sup>JACQUET P. (2006), enjeux de l'aide publique au développement, Hiver. Politique étrangère. P : 945-946.

<sup>33</sup>CAYT T. op. cit, P :161-162.

pour augmenter le volume de l'aide. Il peut même affamer des villages pour tirer la sympathie de l'opinion internationale et stimuler sa générosité<sup>34</sup>. C'est dire à quel point la pauvreté et la famine ont été instrumentalisés à la fois par le colonisateur et les gouvernements renforçant la dépendance à l'aide.

Dans le domaine agricole, l'économie de subsistance fut développée avec une grande disparité en fonction des régions. A ce titre, le sud bénéficie d'une pluviométrie plus favorable avoisinant les 500 mm par an, ce qui permet de pratiquer la culture du coton au sud du Mali et du Burkina Faso. Dans les régions du nord aux confins du Sahara où le climat est aride, l'élevage et la culture céréalière deviennent l'activité principale<sup>35</sup>. Mais en dépit des conditions climatiques très défavorables marquées par une sécheresse cyclique conjuguée à l'appauvrissement du sol et à l'utilisation de moyens de production généralement rudimentaires, l'agriculture reste la principale source de revenu<sup>36</sup> pour la population. Mais face aux dynamiques sociodémographiques et des nombreuses vulnérabilités dont elle souffre, l'agriculture comme activité principale de la région éprouvera toutes les difficultés à assurer la sécurité alimentaire au niveau de cette zone et épargner sa population du spectre de la famine. Le salut aussi dans ce cas, est venu de l'initiative visant l'intensification agricole dans le cadre des programmes financés par les bailleurs de fond internationaux. C'est comme pour confirmer que l'économie de survie pratiquée dans la région du Sahel et du Sahara ne peut se passer du sérum venu d'ailleurs.

Par ailleurs, le mouvement de décolonisation a ouvert la voie à une nouvelle forme d'action initiée par les anciens colonisateurs dans la région. Le paradigme « développement »<sup>37</sup> fut ingénieusement présenté comme cheval de Troie permettant de garder la main mise sur la destinée de la région. De ce fait, la politique d'aide publique au développement qui est portée par un support financier sur fond d'intérêts stratégiques, est devenue la nouvelle arme pour affirmer les prétentions dissimulées des plus puissants, et l'outil permettant, d'apaiser les ardeurs cupides des concurrents les moins généreux. Mieux encore, ce procédé orné de générosité sert dans l'un de ses aspects, à conforter la conscience du colonisateur des atrocités<sup>38</sup> de la période coloniale en présentant l'aide comme compensation et moyen de dédommagement. Cette manière de faire, permet non seulement de conquérir les cœurs des populations concernées, mais surtout d'effacer de leur mémoire commune, les séquelles d'un passé particulièrement douloureux. Pour ce faire, cette politique a été officiellement initiée après la 2<sup>e</sup> guerre mondiale pour venir en aide à une Europe ruinée et dévastée par un conflit particulièrement destructeur, afin de soutenir son effort de reconstruction. Le plan Marshall présenté comme instrument économique et financier d'envergure, fut rapidement rattrapé par les considérations politiques. Son objectif a été de ce

<sup>34</sup>DUMONT GF. op. cit, P : 12-13.

<sup>35</sup>Rapport n°4 de l'O.M.S (2013), ressources naturelles et activités économiques dans la région Saharo-sahélienne. P :161-162.

<sup>36</sup>DUMONT GF. Ibid, P : 12-13.

<sup>37</sup>MOISSERON I. op. cit, P :170-171

<sup>38</sup>JACQUET P. op. cit, P :942-943.

fait, rapidement tourné vers la capacité à barrer la route à l'expansion de la menace rouge. Cette politique d'aide au développement fut par la suite généralisée pour toucher les pays en voie de développement dans le cadre de la doctrine Truman<sup>39</sup>. Ses objectifs déclarés consistaient non seulement à apporter les ajustements et les corrections appropriées aux dérapages du passé, mais surtout à faire du bras économique de la stratégie américaine, le moyen de contribution à l'effort d'endiguement du communisme pendant la période de la guerre froide. La réalisation de ses objectifs ne manquerait pas d'avoir un effet positif sur la consolidation de la paix et de la prospérité dans le monde, selon ses initiateurs. Mais derrière toutes ces considérations légitimes, se dissimulait l'enjeu économique basé sur la volonté d'accéder aux matières premières dont regorgeaient les anciennes colonies, couplée à l'ambition de conquérir plus de marchés. L'objectif ultime étant l'identification des meilleures débouchées possibles aux exportations du pays de l'oncle Sam.

Parallèlement et dans un souci d'harmonisation des actions des pays « donateurs-preneurs »<sup>40</sup> notamment, les anciens colonisateurs à savoir : la France et la Grande Bretagne, et afin d'éviter les conséquences des conflits d'intérêt, une institution de coordination a vu le jour. Le comité d'aide au **développement**<sup>41</sup> créé sous l'égide de l'organisation de coopération et d'aide économique (O.C.D.E) est venu pour concilier les ardeurs de ces prédateurs.

Mais, au-delà des objectifs annoncés, les pays donateurs et en fonction des circonstances et du contexte international ont révisé leurs priorités. Les attaques du Wall thread center, ont signé la résurrection des considérations politico-stratégiques qui ont pris considérablement le dessus sur l'effet correctif et palliatif de la politique d'aide au développement. Le principe sécuritaire<sup>42</sup> hissé en priorité absolu, a fortement balayé un devoir moral envers le sud, déjà en agonie. D'autre part, les exigences, la conditionnalité et surtout les dictats visant en apparence, un meilleur cadrage des dons face au manque de transparence et à la persistance de la corruption ou parfois, à cause de la volonté des autorités de les affecter selon des considérations tribales, limitent la portée des objectifs de cette aide. De même, la concurrence en matière d'aide entre des donateurs avec des agendas et des intérêts souvent contradictoires, ont fait remonter à la surface le problème de l'ingérence et la convergence des visions.

En effet, la politique d'aide au développement à cause notamment, des problèmes de gouvernance des pays ciblés et du manque de coordination des instruments et des mécanismes de financement, ainsi que la divergence de leurs priorités, ont limité l'effet

---

<sup>39</sup> Elle rompt avec la politique de l'isolationnisme des EU en faveur d'un management sous forme (plan marshal) notamment, d'aide économique particulièrement orientée vers l'Europe pour contrecarrer l'expansion du communisme.

<sup>40</sup> C'est une expression qui interpelle la contrepartie d'un don qui en constitue la partie cachée.

<sup>41</sup> JACQUET P. op. cit, P : 942-943.

<sup>42</sup> JACQUET P. Ibid, P : 945-946.



correctif de cette politique. Le renforcement de la dépendance vis-à-vis des pays donateurs, reste au contraire, l'objectif qui s'est concrétisé le mieux et à plusieurs échelles.

De surcroît, le modèle économique adopté bon gré-mal gré par les Etats de la région du Sahel et du Sahara, renforce davantage la dépendance envers l'étranger et permet de pérenniser et structurer la pauvreté et la vulnérabilité parmi ses citoyens. Aussi, si le problème de la dépopulation de l'Afrique en général et de la région en particulier, constituait le souci majeur du colonisateur, la problématique a pris aujourd'hui une autre tournure à cause de l'émergence d'une croissance démographique jugée immaîtrisable. Cette situation fait apparaître davantage de bouches à nourrir et de chômeurs à embaucher. Mais face à la fermeture des horizons et au climat d'instabilité qui règne sur cet espace, les contingents des sans-emploi sont absorbés soit par l'économie parallèle incarnée par les réseaux de trafics<sup>43</sup> et surtout les groupes terroristes, soit par les trafiquants des êtres humains à travers l'émigration illégale. L'Union Européenne ne peut rester insensible à cette menace qui pèse sur ses épaules. Elle est matérialisée par son incapacité à accueillir plus de migrants et de réfugiés dans un contexte international où ce fléau peut constituer la cause la plus plausible de l'implosion de ce grand groupement régional.

### **3-2 Sahel et Sahara et Union Européenne : dessous d'une relation ambiguë :**

La zone du Sahel et du Sahara représente un intérêt économique stratégique, mais surtout sécuritaire pour l'U.E. La stabilité de cet espace comme son embrasement peuvent engendrer des effets directs sur la sécurité collective de l'Union avec des incidences sur son approvisionnement en matières premières ou en énergie. Une crise d'une grande intensité comme c'est le cas aujourd'hui avec la prolifération de la menace terroriste, le risque de démantèlement de certains Etats et le manque d'opportunités d'emploi pour les jeunes, renforcent l'émigration massive vers l'Eldorado Européen. Cette situation qui arrange le secteur de la traite des êtres humains, angoisse par contre les dirigeants du vieux continent. La récente visite de la Chancelière Allemande Angela MERKEL au Mali<sup>44</sup> vient pour rappeler l'incapacité de l'Europe à accueillir davantage de réfugiés et de migrants sur son sol. A cet égard, les déclarations de la Chancelière couplées au désarroi exprimé par le premier ministre Français considérant que l'armée Française ne restera pas éternellement l'armée Européenne<sup>45</sup>, dénote en apparence du début de l'essoufflement du leadership français et les signes précurseurs d'un éventuel désengagement de l'Union Européenne.

Mais, cette même Union s'est autoproclamée dans un passé très proche comme tutrice naturelle et légitime de la région. Une situation confortée par les relations historiques qui lient les Etats de la région à la France. L'ancien colonisateur, membre influant dans ce groupement régional à vocation internationale, a pu maintenir des liens très forts avec ses anciennes colonies grâce à sa position prépondérante lors des pourparlers visant à bâtir

<sup>43</sup> Nations Unies (2013) Rapport du Secrétaire Général sur la situation dans la région du sahel, Paragraphe 8.

<sup>44</sup> <http://www.agenceafrique.com>, Angela Merkel au Mali pour limiter la migration vers l'Europe.

<sup>45</sup> <http://www.lefigaro.fr>, l'armée Française ne pourra pas être éternellement l'armée européenne.



une indépendance dans l'interdépendance. De ce fait, les liens particulièrement ostentatoires sont restés très solides avec la métropole qui a pu garder une présence militaire à travers l'implantation de bases militaires et l'envoi de troupes comme c'est le cas au Niger<sup>46</sup>, en république centrafricaine, mais surtout au Mali. Cependant et au-delà de cet aspect, la présence de la France est surtout incarnée par des intérêts économiques fortement protégés et entretenus, et des liens culturels méticuleusement préservés. Aussi, sa marge d'action se fait principalement sentir grâce à sa capacité à influencer sur les équilibres internes dans la finalité de garder sa main mise sur les destinées de la région. Les sommets France-Afrique qui portent une politique africaine peu scrupuleuse de la France<sup>47</sup> envers le continent noir, attestent de la nature ambiguë et déséquilibrée de cette relation. Aussi, des institutions à l'instar de l'Organisation de la francophonie renforcent les liens de dépendance des colonies avec l'ancien colonisateur. De ce fait, une exploitation de ce fort héritage s'est concrétisée par la Communauté Economique Européenne, dès 1963 lors de la conférence de Yaoundé<sup>48</sup>. Cette manifestation a été inscrite dans une dynamique de complémentarité entre les Etats de ce groupement régional et les pays de l'Afrique de l'Ouest sur la voie du renforcement de leurs intérêts communs avec un rôle prépondérant de la France. Ainsi, il n'est nullement un hasard de voir les contours d'une stratégie de l'U.E pour le Sahel et le Sahara se dresser lors de la présidence Française de cette entité en 2008. Un regain d'intérêt motivé notamment, par l'affirmation de la menace terroriste et surtout la recrudescence des opérations de prise d'otages et d'assassinats à l'encontre des ressortissants des pays de l'Union et particulièrement de la France<sup>49</sup>. L'année 2001, a été par excellence celle de tous les dangers. Elle a constitué la manifestation la plus affirmée où la combinaison de plusieurs paramètres et différents catalyseurs, a accéléré le processus d'ébranlement de la paix et de la sécurité dans cette région dont la vulnérabilité endémique n'est pas à prouver. Aussi, et suite à la recrudescence des activités terroristes de Boko-Haram, couplée aux revendications séparatistes des Touaregs sur le ton d'un coup d'Etat menaçant le Mali d'implosion, une situation face à laquelle l'U.E n'est pas restée insensible. Un constat alarmant qui atteste de l'aggravation de la situation par la fragilisation des Etats du Sahel et du Sahara. A cela s'ajoute le spectre d'une crise alimentaire réveillant de vieux cauchemars d'une famine qui a présenté la région au monde au début des années soixante-dix comme berceau de la précarité et des différentes formes de vulnérabilité.

C'est dans un contexte d'instabilité extrême dans cette région sur fond de menace des intérêts stratégiques de l'U.E dans cette zone, que ce groupement régional a élaboré une stratégie<sup>50</sup> qui cherche à asseoir la sécurité et à promouvoir le développement du

<sup>46</sup><http://www.actuniger.com>, Envoi très prochain des forces spéciales de l'armée française au Niger : Une nouvelle forme de colonialisme.

<sup>47</sup><http://www.surve.org>, La politique africaine de la France, un « domaine réservé » opaque et anti-démocratique.

<sup>48</sup>Rapport de la direction générale des politiques externes, thématique (2012), Une stratégie de l'U.E pour le sahel. P : 10-11.

<sup>49</sup><http://www.lefigaro.fr>, Sahel : le nouvel imbroglio des prises d'otages.

<sup>50</sup>Il s'agit de la stratégie élaborée sur le sahel en 2012 par la Direction Générale des politiques externes de l'U.E.

moins sur le plan des intentions déclarées. Cette stratégie fut d'emblais sélective et restrictive puisqu'elle a porté son choix sur la Mauritanie, le Mali et le Niger, identifiés comme principaux pays de la région. Un choix dicté par des considérations d'assistance et d'entraide qui peinent à faire passer sous silence les intérêts et les considérations économiques. Cela ne peut remettre en cause la légitimité de la recherche des intérêts qui constitue une composante importante de la politique étrangère des Etats et des groupements régionaux. Mais il nous interpelle sur le niveau de réalisation de ces intérêts par les différentes parties de la chaîne et le degré d'équilibre dans cette même relation sur la base de la formule tant prisée : gagnant-gagnant. Dans ce registre, l'étude menée par les experts de l'U.E affirme sans équivoque que cette région ne peut se passer de l'assistance du vieux continent et que parallèlement, ce groupement en répondant aux besoins des Etats identifiés, arrive à la réalisation de ses propres objectifs<sup>51</sup>.

A cet égard, l'U.E bénéficie dans sa quête de ses intérêts d'un large dispositif de structure et de programmes bien ancrés et parfaitement intégrées dans le vécu de la population et de ses entités d'encadrement.

La stratégie de l'U.E pour la sécurité et le développement pour le Sahel et le Sahara dresse un diagnostic des problèmes de la région articulés entre autre, autour de la pauvreté, de la faible capacité de gouvernance et des conséquences de la guerre en Libye. Les propositions trouvent logiquement leur fondement dans le renforcement de la capacité de gouvernance<sup>52</sup> et la prise en compte du rôle de certains acteurs régionaux.

Toutefois et dans le cadre de la *realpolitik*, les considérations liées aux intérêts stratégiques prennent toujours le dessus. Un constat conforté dans le cas du Sahel et du Sahara par la volonté de l'U.E de hisser cette zone en espace stratégique pour deux raisons :

D'un côté, cet espace constitue une source d'approvisionnement en matières premières pour le bonheur de l'industrie européenne. La Mauritanie et ses gisements de fer, constitue une aubaine pour l'industrie de l'acier. Le Niger quant à lui est le 4<sup>o</sup> producteur mondial d'uranium avec 8,7% de la production mondiale et satisfait 12% des besoins de l'U.E en cette ressource stratégique. La société Française AREVA se propose en modèle de l'entreprise mercantiliste qui surexploite les ressources d'un pays parmi les plus pauvres de la planète et construit sa richesse au détriment des souffrances de sa population. Sur le plan des hydrocarbures, le Tchad présente le profil requis pour un producteur avec de fortes potentialités. De même, les capacités relatives à la production de l'énergie solaire, ne sont pas à démontrer puisque le nombre des journées ensoleillées dans la région est parmi les plus

---

<sup>51</sup>[http:// www.actuniger.com](http://www.actuniger.com), Envoi très prochain des forces spéciales de l'armée française au Niger : Une nouvelle forme de colonialisme

<sup>52</sup>JACQUET P. op. cit, P : 946-947.

élevés au monde. Aussi, la zone constitue un lieu de passage stratégique pour le projet de gazoduc acheminant le gaz nigérian vers l'Europe<sup>53</sup>.

De l'autre côté, l'instabilité du Sahel et du Sahara traduite par les conflits civils, l'accroissement du rôle des acteurs non étatique ainsi que l'extension des trafics, présentent une réelle menace pour les intérêts de l'U.E. Le conflit Libyen et ses différentes implications régionales et internationales, a ébranlé un équilibre déjà fragile et donne plus d'ampleur au climat d'instabilité qui règne dans la région. La traite des êtres humains de sa part, constitue une réelle menace pour l'Europe en terme, d'émigration illégale et de demandes d'asile. De même, la montée en puissance du terrorisme avec la diversité de ses modes opératoires et l'extension de ses domaines d'action, représentent un réel danger pour l'Europe.

Ainsi, toutes ces menaces qui guettent la région du Sahel et du Sahara ne manqueront pas d'engendrer des bouleversements sur l'Afrique du Nord qui constitue la profondeur géostratégique de l'Europe. Les dynamiques qui animent cette zone dans le sens le plus large, déplacent les frontières méridionales<sup>54</sup> de l'U.E vers la région du Sahel et du Sahara dont la sécurité est une partie intégrante de la sécurité du vieux continent.

### **Conclusion :**

En définitive et au-delà des différents rôles assignés à la pauvreté selon les agendas et les objectifs des différents intervenants, la région du Sahel et du Sahara est devenue aujourd'hui, sa marque de fabrique. Elle lui est à plusieurs égards et d'une manière plus qu'anecdotique, redevable dans sa survie. Les programmes d'aide au développement permettent certes d'atténuer certains effets de la vulnérabilité, mais renforcent en contrepartie l'ingérence et consacre la dépendance. Ni le colonisateur qui a brandi la carte de la modernisation de cet espace en guise de légitimation de sa conquête, ni même les gouvernements issus des indépendances, n'ont pu éradiquer ce phénomène devenu structurel. Le savoir colonial impartial et partiel, a plus cherché à maintenir la main- mise de l'occupant enfonçant de ce fait, le colonisé dans ses malheurs. Un malheur accentué par de graves problèmes de gouvernance où sont venus se greffer des fléaux à l'instar de la corruption et du manque de transparence sur fond d'instabilité. Une situation qui affaiblit considérablement des Etats déjà fragiles. Aussi, la Libye, acteur incontournable dans la région sous le règne de Kadhafi, artiste des guerres et des paix et pourvoyeur à la fois des gouvernements et des mouvements armés, a entraîné dans son processus de désintégration toute la région. Les velléités d'indépendance ainsi ravivées, entraîneraient l'effet boule de neige menaçant ainsi, certains Etats d'implosion. Le cas du Mali peut faire tâche d'huile pour bouleverser la carte de

---

<sup>53</sup>Rapport de la direction générale des politiques externes, thématique (2012), Une stratégie de l'U.E pour le sahel. P : 9-10.

<sup>54</sup>Rapport de la direction générale des politiques externes, thématique (2012), Une stratégie de l'U.E pour le sahel. P : 5-6.

la région et renforcer l'instabilité chronique de cet espace. De son côté, l'insécurité climatique qui constitue l'une des causes majeures des grandes mutations géopolitiques à travers l'Histoire, pèse de tout son poids sur cette zone. Un fardeau qui s'alourdit davantage à cause d'une croissance démographique non maîtrisée et le risque des pandémies. La région du Sahel et du Sahara est incapable d'élaborer sa propre vision de son destin et celui du monde. Elle reste de ce fait en dehors des desseins et des priorités stratégiques des grandes puissances qui se tournent aujourd'hui vers l'Asie et l'espace indopacifique, zone de forte croissance économique et d'innovation technologique, reléguant même le moyen orient au second plan.

Ainsi et à l'ère de la mondialisation, le terrorisme et l'émigration, fruits de toutes les vulnérabilités de la région du Sahel et du Sahara, interpelleraient forcément à terme le sens du pragmatisme du vieux continent. L'Europe a de ce fait, l'obligation morale de revoir sa politique dans la région pour assurer sa propre sécurité.

### **REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES :**

#### **Ouvrages :**

- AMMOURAM. BERGHEZAN G. BOUHLEL F. DEYCARD F. CREMONT C. ROUPPERT B. TISSERONA. (2014), « Sahel: Eclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir » grip, P : 77-80.  
BORDE J. (2002), « Pourquoi l'Amérique ? 11 Septembre » avatar édition, P : 50-53.  
FUKLIYAMA F. « La fin de l'histoire et le dernier homme », champs essais, P : 173-183.  
KISSENGER. H. (1994) « Diplomatie », fayard, P : 100-135.

#### **Articles :**

- CAYET T. (2013), « La pauvreté au sahel à l'aune des institutions internationales » Monde. P : 160-163.  
DUMONT GF. (2010), « La géopolitique des populations du sahel », La revue géopolitique, septembre.  
P : 12-13.  
GOURDIN. P. (2015). « Au commencement était le territoire ». diploweb. La revue géopolitique.  
P : 1-4.  
GOURDIN. P. (2015), « Au commencement était le territoire », diploweb. La revue géopolitique.  
P : 2-5.  
JACQUET P. (2006), « enjeux de l'aide publique au développement », Hiver. Politique étrangère.  
P : 942-947.  
MANN G. (2013), « Measuring poverty in the sahel ». Monde. P : 164-168.  
MOISSERON JY. (2013), « De la pauvreté au Sahel à la construction d'un nouvel imaginaire Sahélien ». Monde. P : 167-173.  
VERLUISE. P (2013) « La puissance. Quels sont ses fondamentaux ? ». diploweb. La revue géopolitique.  
P : 1-8.

**Rapports:**

Nations Unies (2013) Rapport du Secrétaire Général sur la situation dans la région du sahel, Paragraphe 8.

Rapport n°4 de l'O.M.S (2013), ressources naturelles et activités économiques dans la région Saharo-sahélienne. P :161-162.

Rapport de la direction générale des politiques externes, thématique (2012), Une stratégie de l'U.E pour le sahel. P : 5-11.

**Sites Web:**

<http://www.dcg.jesf.fr> I Management I 20, Les jeux de pouvoir dans l'organisation.

<http://www.eco99international.fr>, La colonisation du Sahel.

<http://www.histoire-commune.blogspot.com>, La légitimation de la colonisation au XIX<sup>ème</sup> siècle.

<https://atabularasa.org/library/qu-est-ce-que-le-terrorisme-fr>, qu'est-ce que le terrorisme ?

<http://www.niarela.net>, les plus Corrompus en Afrique selon le rapport 2015 de Transparency International.

<http://www.agenceafrique.com> , Angela Merkel au Mali pour limiter la migration vers l'Europe.

<http://www.lefigaro.fr>, l'armée Française ne pourra pas être éternellement l'armée européenne.

[http:// www.actuniger.com](http://www.actuniger.com), Envoi très prochain des forces spéciales de l'armée française au Niger : Une nouvelle forme de colonialisme.

<http://www.lefigaro.fr>, sahel : le nouvel imbroglio des prises d'otages.

<http:// www.actuniger.com>, Envoi très prochain des forces spéciales de l'armée française au Niger : Une nouvelle forme de colonialisme.

<http://www.survie.org>, La politique africaine de la France, un « domaine réservé » opaque et anti-démocratique.